PIERRE BRÉCHON. En compagnie du politologue Frédéric Gonthier, le professeur de l'IEP de Grenoble a décrypté les valeurs des Européens. Il compare l'individualisation et l'individualisme.

« Nous ne décelons pas de baisse des valeurs de solidarité »



© ALBERT HUBER

« Nos contemporains ne sont pas plus individualistes que les citoyens d'autrefois »

Les valeurs, c'est-à-dire les idéaux et les croyances que chacun porte en lui, constituent un élément fondamental de la définition des identités individuelles.

Mais les valeurs ont aussi un fonctionnement social : elles diffèrent d'une culture à l'autre, comme l'enquête sur les valeurs des Européens, réalisée tous les 9 ans dans tous les pays du continent, le montre bien. Avec un questionnaire très détaillé, presque identique d'une vague à l'autre, sur des échantillons représentatifs de la population, cette enquête permet de comprendre les grandes tendances qui annoncent le futur de nos sociétés.

Ce qui caractérise fondamentalement les dernières décennies est la montée de l'individualisation, alors que l'individualisme reste à peu près stable. Il faut bien distinguer ces deux attitudes. L'individualisation consiste à vouloir choisir librement ce que l'on pense et ce que l'on fait, dans tous les domaines, sans se laisser contraindre ou influencer mécaniquement par les autres, par sa famille, par les médias, par l'État ou par les Églises. Elle s'oppose au respect des traditions et aux principes tout faits qu'il suffirait de reproduire. Alors que l'individualisme s'oppose à la solidarité. Celui qui est individualiste défend le « chacun pour soi », recherche en permanence son intérêt à court terme.

La nécessité de régulations

L'individualisation progresse dans les principaux domaines de la vie. Dans les relations familiales, chacun veut inventer et expérimenter, construire un tissu relationnel original et épanouissant, et non plus simplement se couler dans un modèle familial unique et tout fait, qu'on n'aurait qu'à reproduire.

Au travail, les attentes sont aussi largement qualitatives : on ne veut pas seulement un bon salaire, mais aussi être considéré, savoir à quoi on sert, pouvoir s'exprimer et participer aux prises de décision, même quand on se trouve au bas de l'échelle hiérarchique.

« Les libertés individuelles revendiquées ne sont pas antinomiques avec l'existence de règles collectivement acceptées »

Dans les relations sociales, on veut aussi pouvoir choisir des personnes avec qui on a plaisir à partager et ne pas entrer obligatoirement dans des relations imposées, en fonction des appartenances familiales ou du voisinage. En matière religieuse et politique, enfin, l'individualisation est aussi en progrès. On ne veut pas simplement s'en remettre à de grands penseurs, à de grands prophètes ou gourous, on veut décider ce qu'on croit, ce qui fait sens pour chacun, en prendre et en laisser dans les dogmes des Églises et dans les programmes des partis.

Au fond, le croyant, aussi bien en politique qu'en religion, est aujourd'hui plus « rationalisateur » mais aussi du coup plus incertain, hésitant et nuancé. Il faut cependant souligner que, si chacun veut être autonome dans ses choix pour sa vie privée et ses relations sociales, beaucoup aujourd'hui comprennent la nécessité d'adopter des régulations pour le vivre ensemble.

Les libertés individuelles revendiquées ne sont pas antinomiques avec l'existence de règles dans l'ordre public, règles collectivement discutées mais acceptées, protégeant les libertés contre des « autrui incivils » et permettant aussi de construire un avenir, si possible meilleur. Si l'individualisation progresse, il n'en est pas de même de l'individualisme. Nous ne décelons pas, dans les données de l'enquête, de baisse des valeurs de solidarité. On peut penser qu'elles ne sont pas assez développées, mais on doit admettre qu'elles ne diminuent pas. Il y a toujours du potentiel d'engagement collectif au service d'autrui. Ne croyons pas à un âge d'or antérieur : nos contemporains ne sont pas plus individualistes que les citoyens d'autrefois.

La carte de l'individualisation est très claire : celle-ci est beaucoup plus forte à l'ouest qu'à l'est et au sud de l'Europe. Alors qu'au contraire la carte de l'individualisme ne correspond pas à des zones géographiques bien définies. On a pu aussi vérifier qu'il n'y a pas de lien entre ces deux indices : les personnes plus individualisées ne sont pas plus individualistes, contrairement à ce que croient de nombreux observateurs des sociétés contemporaines. Les deux attitudes sont indépendantes l'une de l'autre. Il y a autant d'individualisés individualistes que d'individualisés défendant les solidarités à l'égard d'autrui. On découvre en revanche de fortes corrélations entre ces deux grandes attitudes et la religiosité des individus. Plus on est religieux, moins on est individualisé et moins on est individualiste. L'appartenance religieuse conduit à se reconnaître comme sujet mais à se soumettre à un ordre supérieur, ce qui peut conduire à rejeter les valeurs d'autonomie de l'individu.

L'intégration religieuse conduit aussi à des formes de compassion pour les autres, en situation de faiblesse ou de pauvreté. Cela peut expliquer le faible individualisme de ceux qui pratiquent leur foi.

Notons que les comportements varient cependant suivant la culture dominante à l'intérieur de chaque nation.

La résistance aux valeurs d'individualisation se rencontre surtout dans les pays européens à majorité musulmane et orthodoxe. Les pays de tradition catholique, où la religion résiste le mieux (par exemple Malte, l'Irlande, la Pologne, voire l'Italie), sont aussi peu individualisés.

Par contre, dans les pays catholiques les plus sécularisés, par exemple en France et en Espagne, les gens font preuve d'une forte individualisation, à l'instar des « sans religion » et des athées. Enfin les pays de tradition protestante, aujourd'hui fortement sécularisés, connaissent également une forte individualisation, ce qui est au fond conforme à la valorisation traditionnelle du libre arbitre en protestantisme.

Un critère décisif

Réfléchissant sur les différences culturelles en Europe, qui restent très fortes et ne semblent pas se réduire malgré plus d'un demi-siècle de construction européenne, nous sommes arrivés à la conclusion que la dimension religieuse – dont l'intensité varie de l'adhésion forte au rejet affirmé – demeure le principal facteur explicatif du système de valeurs.

Certes, les appartenances socioprofessionnelles ont un impact, puisque les catégories défavorisées sont à la fois moins individualisées et plus individualistes que le haut de l'échelle sociale. De même, les appartenances générationnelles ne sont pas sans effet : les jeunes adoptent nettement plus que les autres des valeurs d'individualisation. Mais leur influence est nettement plus faible.

Même les différences de genre sont comparativement très minimes. Au total, les valeurs en Europe sont encore largement dépendantes des choix religieux des individus, mais aussi de la matrice religieuse des cultures, qui se lit encore parfaitement dans la carte de l'Europe – la plupart des pays ayant une religion dominante explicable par une histoire millénaire, depuis le schisme entre Orient et Occident jusqu'à la rupture entre monde catholique et protestant.

L'individualisation d'aujourd'hui ne gomme pas complètement le poids du passé. ▮

Pierre Bréchon
professeur de sciences politiques à Sciences-Po Grenoble

À LIRE

Les valeurs des Européens
sous la direction de Pierre Bréchon et Frédéric Gonthier
éditions Armand Colin
285 p., 29,90 €.